

André Versaille
Éditeur

En avant vers notre victoire

par

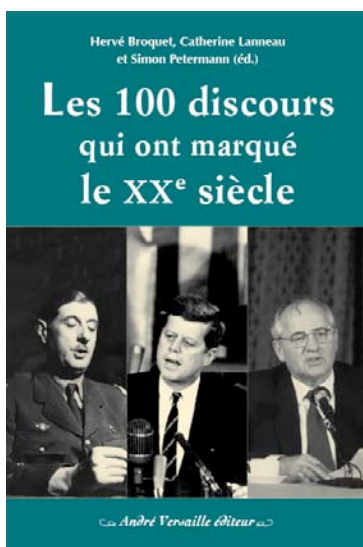
Staline, le 3 juillet 1941

Tiré du livre

LES 100 DISCOURS QUI ONT MARQUÉ LE XX^e SIÈCLE

Sous la direction de

Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann



Édition établie et présentée par
Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann

Les 100 discours
qui ont marqué
le XX^e siècle

Préface de Jean-François Lisée
Introduction de Geoffroy Matagne

❧ *André Versaille éditeur* ❧

30 – STALINE
EN AVANT VERS NOTRE VICTOIRE

3 juillet 1941

Honnie en 1939 pour les dérives de son régime, entre purges, procès truqués et déportations, mais aussi pour la signature d'un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie, l'URSS rejoint le camp allié fin juin 1941 lorsque Hitler décide de retourner contre elle ses armées. En décembre de la même année, les États-Unis entrent, eux aussi, en guerre. Comme le souligne Churchill, *les ennemis de mes ennemis sont mes amis* et c'est donc ensemble que les futurs protagonistes de la guerre froide vont mener le combat contre l'Axe. Au prix de pertes et de destructions massives, la Russie soviétique sortira vainqueur de la Seconde Guerre, présentée par Staline comme la « grande guerre patriotique ». Elle y aura gagné en prestige et posé les jalons de sa domination sur l'Europe centrale et orientale.

Des relations germano-russes ambiguës

Durant la majeure partie de la Première Guerre, la Russie a combattu les Centraux au côté des Alliés. Mais à l'issue de la révolution d'Octobre 1917, les bolcheviks deviennent maîtres du pays et Lénine entend concrétiser le mot d'ordre de *juste paix démocratique sans annexions ni indemnités*. Néanmoins, le 3 mars 1918, après plusieurs semaines de négociations, la paix séparée finalement signée à Brest-Litovsk est une paix annexionniste qui fait perdre aux Russes d'importants et riches territoires¹. Les Centraux et plus particulièrement les Allemands ont dicté leur loi. C'est pourtant avec eux que l'URSS signe, à Rapallo, le 16 avril 1922, le premier grand traité qui la fait sortir de son isolement diplomatique et économique. Certes, l'Allemagne d'alors n'est plus le II^e Reich mais, en janvier 1919, elle n'en a pas moins réprimé dans le sang l'insurrection communiste de Berlin². L'accord, qui inquiète la France et la Grande-Bretagne prévoit la renonciation réciproque aux réparations de guerre, la reprise des relations diplomatiques ainsi que des négociations et un système de consultations mutuelles sur le plan économique. Depuis 1919, des contacts militaires secrets ont, en outre, été noués entre les deux pays et ils vont s'intensifier, au point que l'on peut parler, jusqu'en 1933, d'une coopération militaire germano-russe. Moscou bénéficie ainsi de l'appui technique

¹ Voir l'introduction au discours n° 5.

² Voir l'introduction au discours n° 7.

allemand dans le domaine de l'armement tandis que les Allemands expérimentent en Russie des armes interdites, y établissent des camps d'entraînement et y construisent des usines de guerre, le tout au mépris du traité de Versailles.

En 1933, l'arrivée de Hitler au pouvoir va profondément modifier la situation. Staline, à la tête de l'URSS depuis 1924, comprend que l'Allemagne nazie est un réel danger pour l'URSS car elle est à la recherche d'un espace vital élargi vers l'Est et s'est lancée dans une croisade anticommuniste. Il change donc de tactique et, sur fond d'antifascisme, se rapproche des démocraties occidentales. En septembre 1934, l'URSS entre à la Société des Nations ; en 1935, elle signe des pactes d'assistance mutuelle avec la France et la Tchécoslovaquie et appelle les différents partis communistes membres du Komintern à promouvoir la tactique du Front populaire, c'est-à-dire à entrer dans des coalitions de gauche. Mais durant la guerre d'Espagne, Moscou qui vient en aide au camp républicain a tout le loisir de se rendre compte de la puissance militaire de l'Allemagne et de l'Italie, qui soutiennent l'autre camp. Elle constate aussi que la France et la Grande-Bretagne restent systématiquement sans réaction face aux provocations et aux coups de force hitlériens. En 1938, à Munich, c'est d'ailleurs sans inviter l'URSS que ces dernières règlent ou laissent régler le sort de la Tchécoslovaquie en cédant aux revendications allemandes³. Dès lors, Staline envisage de changer une nouvelle fois de stratégie. Idéologiquement, il ne se sent pas plus proche des démocraties que de l'« axe Rome-Berlin » et peut donc se déterminer en fonction des intérêts conjoncturels du pays.

Du Pacte germano-soviétique à l'Opération Barbarossa

Durant le premier semestre 1939, il semble d'abord que Moscou soit proche de raffermir ses liens avec les Franco-Britanniques mais Londres est réticente à s'engager car, contrairement à Paris, elle ne croit pas à une crise majeure durant l'été 1939. Mi-mars, l'invasion de Prague par les Allemands démontre une nouvelle fois à Staline que Hitler est le meneur de jeu. Désormais, il est convaincu que c'est avec le Reich qu'il faut s'entendre d'autant que, militairement, l'URSS n'a pas les moyens d'une guerre contre l'Allemagne. Début mai 1939, signe d'une évolution, Staline remplace son ministre des Affaires étrangères Litvinov, favorable aux démocraties et, en tant que Juif, antinazi déclaré, par le très fidèle Molotov. D'une entente avec l'Allemagne, l'URSS espère la récupération de territoires perdus depuis Brest-Litovsk. Le Reich, lui, cherche à s'assurer contre l'ouverture d'un deuxième front en cas de conflit à l'Ouest et escompte une aide russe en matières premières et en céréales. Le 21 août, Moscou suspend ses pourparlers avec Londres et Paris. Le 23, un Pacte germano-soviétique de non-agression, valable dix ans et assorti d'un mécanisme de consultations mutuelles, est signé à Moscou par Molotov et son homologue allemand von Ribbentrop. Il comporte également des clauses secrètes : la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et le Sud de la Bessarabie y sont laissés à l'influence russe et la Lituanie à l'influence allemande tandis que le partage de la Pologne est programmé. À l'Ouest, l'annonce du Pacte germano-soviétique fait l'effet d'une douche froide. L'image de l'Union soviétique est alors au plus bas.

³ Voir l'introduction au discours n° 24.

Le 1^{er} septembre, Hitler envahit la Pologne ce qui lui vaut, le 3, une déclaration de guerre de Paris et Londres. Le 17, l'URSS entre en Pologne orientale et l'annexe. Aux yeux des Occidentaux, Staline devient alors la « hyène » à l'affût de sa proie. Le 30 novembre, il attaque la Finlande en juin 1940 prend la Bessarabie à la Roumanie et, en juillet, annexe les Pays baltes, y compris la Lituanie finalement versée dans la sphère d'influence soviétique par le traité d'amitié germano-russe du 28 septembre 1939. En apparence, Staline récolte donc le bénéfice de son entente avec Hitler. Pourtant, à son insu, ce dernier se prépare à l'attaquer. La décision de mener l'*Opération Barbarossa* contre l'URSS est prise le 18 décembre 1940 mais ne se concrétise que six mois plus tard. Jusqu'au dernier moment, Staline ne croira pas à l'attaque nazie et acceptera toutes les concessions pour éviter de donner un prétexte à Hitler. Le 6 mai 1941, il prendra personnellement la tête du Conseil des commissaires du peuple, le gouvernement soviétique. L'invasion du 22 juin, sans déclaration de guerre ni ultimatum, constituera, selon ses propres dires, le plus grand choc de sa vie. Il s'agit désormais pour l'URSS de se battre mais aussi de se justifier.

Staline chef de guerre

Le 3 juillet 1941, le dirigeant soviétique prononce un long discours à l'intention de son peuple mais aussi du camp allié. L'heure est importante pour Joseph Vissarionovitch Djougatchvili (1879-1953), dit Staline, c'est-à-dire « l'homme d'acier ». Né dans une famille pauvre et paysanne de Géorgie, il était destiné à la prêtrise mais, chassé du séminaire à vingt ans pour ses idées révolutionnaires, connut dix-huit ans d'errance et d'illégalité au cours desquels il fut plusieurs fois déporté. Entré au Comité central bolchevik en 1912, il ne joua qu'un rôle mineur lors de la révolution d'Octobre, occupa, de 1917 à 1922, le poste de commissaire aux nationalités et acquit son premier titre de gloire durant l'été 1918 en repoussant les Blancs devant Tsaritsyne, la future Stalingrad. Le 3 avril 1922, il fut nommé secrétaire général du parti communiste. Deux ans plus tard, la mort de Lénine faisait de lui l'homme fort du régime soviétique, un régime qu'il allait diriger d'une main de fer durant trois décennies.

Dans son allocution du 3 juillet 1941, Staline dénonce la *perfide agression* allemande, perpétrée au mépris du Pacte de non-agression et justifie celui-ci en disant qu'aucun État pacifique n'a le droit de refuser un accord de paix qui ne porte pas atteinte à son *intégrité* et à son *honneur*. Il souligne que le Pacte a donné à l'URSS un an et demi de préparation supplémentaire sur le plan militaire et que sa violation par l'Allemagne démasque un peu plus celle-ci aux yeux du monde. Mais la plus grande partie du discours s'emploie à galvaniser et à exalter le courage et la volonté de tous les Soviétiques, civils ou militaires, à l'heure où leur pays est menacé dans son existence même. Staline insiste sur le fait que l'armée du Reich n'est pas invincible, qu'elle a certes remporté en quelques jours d'importantes victoires mais que son avantage n'est que temporaire. Il demande donc à chaque Soviétique, sans exception, de contribuer sans faiblir à l'effort de guerre et de soutenir l'Armée rouge afin d'éviter une défaite qui rétablirait l'ancien régime, permettrait le pillage des ressources nationales et germaniserait les diverses populations soviétiques. Staline l'affirme : il ne s'agit pas d'une guerre ordinaire mais d'une *guerre du peuple pour le salut de la Patrie*, une guerre à mener au côté de tous les autres peuples en lutte contre

le fascisme, à commencer par les Britanniques et les Américains. Le discours du 3 juillet 1941 sanctionne donc l'entrée de l'URSS dans le camp des Alliés.

Les fruits de la « grande guerre patriotique »

Chef du Comité d'État pour la Défense puis, dès octobre 1941, généralissime, Staline s'engage personnellement dans la « grande guerre patriotique » que son pays doit mener seul, au prix de pertes immenses. En effet, si une aide importante est fournie par les Alliés en termes de ravitaillement et de matériel de guerre, ceux-ci n'ont pas les moyens d'ouvrir un second front. L'URSS doit donc mener une guerre défensive incessante et, dès l'hiver 1941-1942, met l'Allemagne en difficulté en lui fermant les portes de Moscou. Alors que Hitler, loin de vouloir amadouer les populations soviétiques pour se les rallier, les affame et les terrorise, Staline met habilement sous le boisseau les combats idéologiques pour privilégier l'union nationale, s'appuyant aussi bien sur les traditions russes ancestrales que sur la religion orthodoxe. La bataille de Stalingrad, remportée par l'URSS en février 1943, constitue un tournant dans la guerre et donne le signal de la reconquête. La propagande soviétique présentera Staline comme un génial stratège, ce qui sera largement contesté lors de la déstalinisation⁴, mais il est clair que la personnalité et les harangues du chef soviétique ont contribué à entretenir le moral de son peuple.

Cependant, bien que Soviétiques et Anglo-Saxons aient été alliés de fait dès 1941, ils n'ont jamais entretenu des relations de confiance, même si Roosevelt a davantage été enclin que Churchill à ménager Staline. Les germes de la guerre froide sont présents dès avant la Libération car, pour tous, il est évident que l'enjeu majeur, au-delà de la victoire militaire, est la répartition des zones d'influence en Europe. En termes d'occupation militaire, l'Armée rouge parvient à pousser, en 1944-1945, jusqu'à Budapest, Vienne et Berlin et à occuper les Balkans, ce qui prélude à la chute du rideau de fer. En termes d'annexion, elle retrouve, en Europe, les territoires cédés à Brest-Litovsk et, en Extrême-Orient, ceux perdus en 1905 à l'issue de la guerre russo-japonaise. L'URSS qui devient l'un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU est alors au zénith de sa puissance même si, paradoxalement, la Seconde Guerre qui lui a coûté 25 millions de morts, la laisse économiquement très affaiblie.

EN AVANT VERS NOTRE VICTOIRE

Camarades ! Citoyens !
Frères et Sœurs !
Combattants de notre armée et de notre flotte !

⁴ Voir l'introduction au discours n° 53.

Je m'adresse à vous, mes amis !

La perfide agression militaire de l'Allemagne hitlérienne, commencée le 22 juin, se poursuit contre notre Patrie. Malgré la résistance héroïque de l'Armée rouge, et bien que les meilleures divisions de l'ennemi et les unités les meilleures de son aviation aient déjà été défaites et aient trouvé la mort sur les champs de bataille, l'ennemi continue à se ruer en avant, jetant sur le front des forces nouvelles. Les troupes hitlériennes ont pu s'emparer de la Lituanie, d'une grande partie de la Lettonie, de la partie ouest de la Biélorussie, d'une partie de l'Ukraine occidentale. L'aviation fasciste étend l'action de ses bombardiers, en soumettant au bombardement Mourmansk, Orcha, Moguilev, Smolensk, Kiev, Odessa, Sébastopol. Un grave danger pèse sur notre Patrie.

Comment a-t-il pu se faire que notre glorieuse Armée rouge ait abandonné aux troupes fascistes une série de nos villes et régions ? Les troupes fascistes allemandes sont-elles vraiment invincibles comme le proclament sans cesse à cor et à cri les propagandistes fascistes fanfarons ?

Non, bien sûr. L'histoire montre qu'il n'a jamais existé et qu'il n'existe pas d'armées invincibles. On estimait que l'armée de Napoléon était invincible. Mais elle a été battue successivement par les troupes russes, anglaises, allemandes. L'armée allemande de Guillaume, au cours de la première guerre impérialiste, était également considérée comme une armée invincible ; mais elle s'est vu infliger maintes défaites par les troupes russes et anglo-françaises. Il faut en dire autant de l'actuelle armée allemande fasciste de Hitler. Elle n'avait pas encore rencontré de sérieuse résistance, sur le continent européen. C'est seulement sur notre territoire qu'elle a rencontré une résistance sérieuse. Et si à la suite de cette résistance les meilleures divisions de l'armée fasciste allemande ont été battues par notre Armée rouge, c'est que l'armée fasciste hitlérienne peut également être battue et le sera comme le furent les armées de Napoléon et de Guillaume.

Qu'une partie de notre territoire se soit néanmoins trouvée envahie par les troupes fascistes allemandes, cela s'explique surtout par le fait que la guerre de l'Allemagne fasciste contre l'URSS a été déclenchée dans des conditions avantageuses pour les troupes allemandes et désavantageuses pour les troupes soviétiques. En effet, les troupes de l'Allemagne, comme pays menant la guerre, avaient été entièrement mobilisées. 170 divisions lancées par l'Allemagne contre l'URSS et amenées aux frontières de ce pays se tenaient entièrement prêtes, n'attendant que le signal pour se mettre en marche. Tandis que pour les troupes soviétiques, il fallait encore les mobiliser et les amener aux frontières. Chose très importante encore, c'est que l'Allemagne fasciste a violé perfidement et inopinément le pacte de non-agression conclu, en 1939, entre elle et l'URSS, sans vouloir tenir

compte qu'elle serait regardée par le monde entier comme l'agresseur. On conçoit que notre pays pacifique, qui ne voulait pas assumer l'initiative de la violation du pacte, ne pouvait s'engager sur ce chemin de la félonie.

On peut nous demander : comment a-t-il pu se faire que le Gouvernement soviétique ait accepté de conclure un pacte de non-agression avec des félons de cette espèce et des monstres tels que Hitler et Ribbentrop ? Le Gouvernement soviétique n'a-t-il pas en l'occurrence commis une erreur ? Non, bien sûr. Le pacte de non-agression est un pacte de paix entre deux États. Et c'est un pacte de ce genre que l'Allemagne nous avait proposé en 1939. Le Gouvernement soviétique pouvait-il repousser cette proposition ? Je pense qu'aucun État pacifique ne peut refuser un accord de paix avec une puissance voisine, même si à la tête de cette dernière se trouvent des monstres et des cannibales comme Hitler et Ribbentrop. Cela, bien entendu, à une condition expresse : que l'accord de paix ne porte atteinte, ni directement ni indirectement, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance et à l'honneur de l'État pacifique. On sait que le pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS était justement un pacte de ce genre.

Qu'avons-nous gagné en concluant avec l'Allemagne un pacte de non-agression ? Nous avons assuré à notre pays la paix pendant un an et demi et la possibilité de préparer nos forces à la riposte au cas où l'Allemagne fasciste se serait hasardée à attaquer notre pays en dépit du pacte. C'est là un gain certain pour nous et une perte pour l'Allemagne fasciste.

Qu'est-ce que l'Allemagne fasciste a gagné et qu'est-ce qu'elle a perdu, en rompant perfidement le pacte et en attaquant l'URSS ? Elle a obtenu ainsi un certain avantage pour ses troupes pendant un court laps de temps, mais elle a perdu au point de vue politique, en se démasquant aux yeux du monde comme un agresseur sanglant. Il est hors de doute que cet avantage militaire de courte durée n'est pour l'Allemagne qu'un épisode, tandis que l'immense avantage politique de l'URSS est un facteur sérieux et durable, appelé à favoriser les succès militaires décisifs de l'Armée rouge dans la guerre contre l'Allemagne fasciste.

Voilà pourquoi toute notre vaillante armée, toute notre vaillante flotte navale, tous nos avions intrépides, tous les peuples de notre pays, tous les meilleurs hommes d'Europe, d'Amérique et d'Asie, enfin tous les meilleurs hommes de l'Allemagne flétrissent l'action perfide des fascistes allemands, et sympathisent avec le Gouvernement soviétique, et se rendent compte que notre cause est juste, que l'ennemi sera écrasé, et que nous vaincrons.

La guerre nous ayant été imposée, notre pays est entré dans un combat à mort avec son pire et perfide ennemi, le fascisme allemand. Nos troupes se battent héroïquement contre un ennemi abondamment pourvu de chars

et d'aviation. L'Armée et la Flotte rouges, surmontant de nombreuses difficultés, se battent avec abnégation pour chaque pouce de terre soviétique. Les forces principales de l'Armée rouge, pourvues de milliers de chars et d'avions, entrent en action. La vaillance des guerriers de l'Armée rouge est sans exemple. La riposte que nous infligeons à l'ennemi s'accroît et se développe. Au côté de l'Armée rouge le peuple soviétique tout entier se dresse pour la défense de la Patrie.

Que faut-il pour supprimer le danger qui pèse sur notre Patrie et quelles mesures faut-il prendre pour écraser l'ennemi ?

Il faut tout d'abord que nos hommes, les hommes soviétiques, comprennent toute la gravité du danger qui menace notre pays et renoncent à la quiétude et à l'insouciance, à l'état d'esprit qui est celui du temps de la construction pacifique, état d'esprit parfaitement compréhensible avant la guerre, mais funeste aujourd'hui que la guerre a radicalement changé la situation. L'ennemi est cruel, inexorable. Il s'assigne pour but de s'emparer de nos terres arrosées de notre sueur, de s'emparer de notre blé et de notre pétrole, fruits de notre labeur. Il s'assigne pour but de rétablir le pouvoir des grands propriétaires fonciers, de restaurer le tsarisme, d'anéantir la culture et l'indépendance nationales des Russes, Ukrainiens, Biélorussiens, Lituaniens, Lettons, Estoniens, Ouzbeks, Tatars, Moldaves, Géorgiens, Arméniens, Azerbaïdjans et autres peuples libres de l'Union soviétique ; de les germaniser, d'en faire des esclaves des princes et des barons allemands. Il s'agit ainsi de la vie ou de la mort de l'État soviétique, de la vie ou de la mort des peuples de l'URSS ; il s'agit de la liberté ou de la servitude des peuples de l'Union soviétique. Il faut que les hommes soviétiques le comprennent et cessent d'être insouciant ; qu'ils se mobilisent et réorganisent tout leur travail selon un mode nouveau, le mode militaire, qui ne ferait pas de quartier à l'ennemi.

Il faut aussi qu'il n'y ait point de place dans nos rangs pour les pleurnicheurs et les poltrons, les semeurs de panique et les déserteurs ; que nos hommes soient exempts de peur dans la lutte et marchent avec abnégation dans notre guerre libératrice pour le salut de la Patrie, contre les asservisseurs fascistes. Le grand Lénine, qui a créé notre État, a dit que la qualité essentielle des hommes soviétiques doit être le courage, la vaillance, l'intrépidité dans la lutte, la volonté de se battre aux côtés du peuple contre les ennemis de notre Patrie. Il faut que cette excellente qualité bolchevik devienne celle des millions et des millions d'hommes de l'Armée rouge, de notre Flotte rouge et de tous les peuples de l'Union soviétique.

Il faut immédiatement réorganiser tout notre travail sur le pied de guerre, en subordonnant toutes choses aux intérêts du front et à l'organisation de l'écrasement de l'ennemi. Les peuples de l'Union soviétique

voient maintenant que le fascisme allemand est inexorable dans sa rage furieuse et dans sa haine contre notre Patrie qui assure à tous les travailleurs le travail libre et le bien-être. Les peuples de l'Union soviétique doivent se dresser pour la défense de leurs droits, de leur terre, contre l'ennemi.

L'Armée et la Flotte rouges, ainsi que tous les citoyens de l'Union soviétique, doivent défendre chaque pouce de la terre soviétique, se battre jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour nos villes et nos villages, faire preuve de courage, d'initiative et de présence d'esprit, – toutes qualités propres à notre peuple.

Il nous faut organiser une aide multiple à l'Armée rouge, pourvoir à son recrutement intense, lui assurer le ravitaillement nécessaire, organiser le transport rapide des troupes et des matériels de guerre, prêter un large secours aux blessés.

Il nous faut affermir l'arrière de l'Armée rouge, en subordonnant à cette œuvre tout notre travail ; assurer l'intense fonctionnement de toutes les entreprises ; fabriquer en plus grand nombre fusils, mitrailleuses, canons, cartouches, obus, avions ; organiser la protection des usines, des centrales électriques, des communications téléphoniques et télégraphiques ; organiser sur place la défense antiaérienne.

Il nous faut organiser une lutte implacable contre les désorganiseurs de l'arrière, les déserteurs, les semeurs de panique, les propagateurs de bruits de toutes sortes, anéantir les espions, les agents de diversion, les parachutistes ennemis, en apportant ainsi un concours rapide à nos bataillons de chasse. Il ne faut pas oublier que l'ennemi est perfide, rusé, expert en l'art de tromper et de répandre de faux bruits. De tout cela il faut tenir compte et ne pas se laisser prendre à la provocation. Il faut immédiatement traduire devant le Tribunal militaire, sans égard aux personnalités, tous ceux qui, semant la panique et faisant preuve de poltronnerie, entravent l'œuvre de la défense.

En cas de retraite forcée des unités de l'Armée rouge, il faut emmener tout le matériel roulant des chemins de fer, ne pas laisser à l'ennemi une seule locomotive, ni un seul wagon ; ne pas laisser à l'ennemi un seul kilogramme de blé, ni un litre de carburant. Les kolkhoziens doivent emmener tout leur bétail, verser leur blé en dépôt aux organismes d'État qui l'achemineront vers les régions de l'arrière. Toutes les matières de valeur, y compris les métaux non ferreux, le blé et le carburant qui ne peuvent être évacués, doivent être absolument détruites.

Dans les régions occupées par l'ennemi, il faut former des détachements de partisans à cheval et à pied, des groupes de destruction pour lutter contre les unités de l'armée ennemie, pour attiser la guérilla en tous lieux, pour faire sauter les ponts et les routes, détériorer les communications

téléphoniques et télégraphiques, incendier les forêts, les dépôts, les convois. Dans les régions envahies, il faut créer des conditions insupportables pour l'ennemi et tous ses auxiliaires, les poursuivre et les détruire à chaque pas, faire échouer toutes les mesures prises par l'ennemi.

On ne peut considérer la guerre contre l'Allemagne fasciste comme une guerre ordinaire. Ce n'est pas seulement une guerre qui se livre entre deux armées. C'est aussi la grande guerre du peuple soviétique tout entier contre les troupes fascistes allemandes. Cette guerre du peuple pour le salut de la Patrie, contre les oppresseurs fascistes, n'a pas seulement pour objet de supprimer le danger qui pèse sur notre pays, mais encore d'aider tous les peuples d'Europe qui gémissent sous le joug du fascisme allemand. Nous se serons pas seuls dans cette guerre libératrice. Nos fidèles alliés dans cette grande guerre, ce sont les peuples de l'Europe et de l'Amérique y compris le peuple allemand qui est asservi par les meneurs hitlériens. Notre guerre pour la liberté de notre Patrie se confondra avec la lutte des peuples d'Europe et d'Amérique pour leur indépendance, pour les libertés démocratiques. Ce sera le front unique des peuples qui s'affirment pour la liberté contre l'asservissement et la menace d'asservissement de la part des armées fascistes de Hitler. Ceci étant, le discours historique* prononcé par le Premier ministre de Grande-Bretagne, Monsieur Churchill, sur l'aide à prêter à l'Union soviétique, et la déclaration du gouvernement des États-Unis* se disant prêt à accorder toute assistance à notre pays, ne peuvent susciter qu'un sentiment de reconnaissance dans le cœur des peuples de l'Union soviétique ; ce discours et cette déclaration sont parfaitement compréhensibles et significatifs.

Camarades, nos forces sont incalculables. L'ennemi présomptueux s'en convaincra bientôt. Au côté de l'Armée rouge se lèvent des milliers d'ouvriers, de kolkhoziens et d'intellectuels pour la guerre contre l'agresseur. On verra se lever les masses innombrables de notre peuple. Déjà les travailleurs de Moscou et de Leningrad, pour appuyer l'Armée rouge, ont entrepris d'organiser une milice populaire forte de milliers et de milliers d'hommes. Cette milice populaire, il faut la créer dans chaque ville que menace le danger d'une invasion ennemie ; il faut dresser pour la lutte tous les travailleurs qui offriront leurs poitrines pour défendre la liberté, leur honneur, leur pays, dans notre guerre contre le fascisme allemand, pour le salut de la Patrie.

Afin de mobiliser rapidement toutes les forces des peuples de l'URSS, en vue d'organiser la riposte à l'ennemi qui a attaqué perfidement notre Patrie, il a été formé un Comité d'État pour la Défense, qui détient maintenant la plénitude du pouvoir dans le pays. Le Comité d'État pour la Défense a commencé son travail ; il appelle le peuple entier à se rallier autour du Parti de Lénine et de Staline, autour du Gouvernement

soviétique, pour soutenir avec abnégation l'Armée et la Flotte rouges, pour écraser l'ennemi, pour remporter la victoire.

Toutes nos forces pour le soutien de notre héroïque Armée rouge, de notre glorieuse Flotte rouge !

Toutes les forces du peuple pour écraser l'ennemi !

En avant vers notre victoire !



COMPLÉMENTS

Discours de Churchill: Le soir du 22 juin 1941, dans un message radiodiffusé, Churchill promet l'aide la plus complète de la Grande-Bretagne à Moscou, tout en rappelant sa profonde aversion pour le communisme. Il déclare voir dans l'invasion de l'URSS le quatrième tournant de la guerre, après l'effondrement de la France, l'échec de la bataille d'Angleterre et la loi américaine de prêt-bail en faveur des Alliés, et souligne que tout homme ou tout État résolu à combattre Hitler devient, de ce fait, l'allié de Londres. Pour Churchill, le but du III^e Reich est de l'emporter sur l'Union soviétique pour tenter ensuite une invasion de la Grande-Bretagne, ce qui explique que la cause russe soit désormais indissociable de la cause britannique et, au-delà, de la cause américaine.

Déclaration des États-Unis: Le 23 juin 1941, les États-Unis condamnent fermement l'invasion de l'URSS et déclarent que, bien que la doctrine communiste leur semble aussi intolérable que la doctrine nazie, la priorité est de combattre le plan hitlérien de conquête systématique et universelle. Tous les ralliements, quels qu'ils soient, sont donc les bienvenus pour hâter la défaite allemande, dans la mesure même où ils servent ainsi la sécurité américaine, conclut Washington. Le 24, les avoirs russes gelés aux États-Unis sont libérés.